

Observatoire des Relations Euro-Méditerranéennes – [Chaire](#)

[Jean Monnet](#) et MMSH [Maison Méditerranéenne des](#)



Maison méditerranéenne
des sciences de l'homme
USR 3125

[Sciences de l'Homme](#) d'Aix-en-Provence



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne



Thème de la conférence annuelle

Mobilisations, protestations et répressions en Méditerranée :

imaginaires et espaces "en commun"

L'année 2020 a constitué la cinquième année de fonctionnement de l'Observatoire des relations euroméditerranéennes (OREM) à la suite de sa réorganisation fin 2015 (présentation au CS de la MMSH le 11 décembre 2015). Rassemblant des chercheurs de plusieurs disciplines, l'OREM entend mener une réflexion sur le sens d'événements et de processus en cours liés à la thématique polysémique des « relations euroméditerranéennes ». L'ambition de l'observatoire se veut plurielle. À travers les travaux de l'observatoire, il s'agit de renforcer la capacité de la MMSH à observer et analyser des dynamiques et enjeux euro-méditerranéens dans une perspective heuristique mais aussi épistémologique au sens où ces dynamiques et enjeux déterminent les objets et les analyses scientifiques. L'OREM entend inscrire la recherche scientifique dans un cadre plus large par des collaborations avec des acteurs non-académiques, dans des lieux peu investis par la recherche universitaire en sciences sociales (centres décisionnels, entreprises, associations...).

La crise sanitaire a eu des incidences sur les activités de l'OREM, contraignant notamment à revoir le programme d'activités et annuler plusieurs manifestations.

Appel à communication : Mobilisations, protestations et répressions en Méditerranée : imaginaires et espaces “en commun” ?

La deuxième conférence annuelle de l'Observatoire des Relations Euro-Méditerranéennes – [Chaire Jean Monnet](#) qui se tiendra les 8 et 9 décembre 2020 à la [Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme](#) d'Aix-en-Provence aura pour thème *Mobilisations, protestations et répressions en Méditerranée : imaginaires et espaces “en commun” ?*

Depuis le début de la décennie 2010, les mobilisations sociopolitiques se sont multipliées et répandues dans diverses parties du monde et singulièrement dans les sociétés de l'espace euro-méditerranéen. L'« indignation » à laquelle appelait Stéphane Hessel en 2010 s'est illustrée par la montée de mouvements de colère populaire face aux injustices sociales, aux inégalités économiques et aux répressions systémiques induites par la combinaison des politiques néolibérales et des tendances autoritaires des États et des institutions internationales. Lors des mouvements des « Indignés » né en Espagne ou d'« Occupy » à Wall Street et répercutés dans de nombreuses villes d'Amérique et d'Europe, les observateurs évoquaient déjà de nouvelles formes de protestation, illustrées encore par « Nuit debout » en 2016. Les « printemps » les ayant précédés, en Tunisie, au Maroc, en Égypte ou en Syrie avaient assorti leur colère d'un « dédagisme » politique adressé à des régimes réputés autoritaires et corrompus, dont on a pu retrouver des répliques au Burkina Faso en 2014, au Liban, en Algérie et au Soudan en 2019-2020. Ces deux derniers mouvements ont émergé alors qu'en France

perdurait celui des « Gilets jaunes » dont les aspirations politiques sont sujettes à de multiples conjectures.



© Vincent Geisser, 2019.

Nés de contingences purement locales ou de réseaux militants transnationaux, ces divers mouvements s'inscrivent dans des dynamiques et des revendications dépassant les frontières des États, où se mêlent revendications, voire colères, individuelles et collectives situées et émulation transnationale.

Avec pour fil rouge la dénonciation des inégalités – économiques, sociales, de genre – les mobilisations sociales portent une contestation politique des systèmes de domination et des élites dirigeantes, aussi bien dans les régimes autoritaires que dans les régimes démocratiques, et aux échelles nationales comme internationale. Les contestations et les dénonciations sous diverses

formes circulent, se rencontrent et s'alimentent ; elles expriment un changement dans le rapport au politique et une défiance vis-à-vis de ses acteurs traditionnels. Si elles peinent à bouleverser les règles du jeu économique et politique, elles sont déjà parvenues à faire émerger de nouveaux rapports entre citoyens, de nouvelles manières de communiquer et de penser.

Lors de la 1^{ère} conférence annuelle euro-méditerranéenne OREM / Chaire Jean Monnet en décembre 2019, la session sur les mobilisations sociales a permis d'explorer des « études de cas » de mobilisations dans l'espace euro-méditerranéen en cherchant à dégager les dynamiques transnationales qui les nourrissent et les traversent éventuellement. De manière significative, elle mettait en parallèle des formes de mobilisation extrêmement visibles – impliquant l'occupation de l'espace public en France, au Maroc, en Tunisie, et en Algérie – et des mobilisations plus discrètes au travers de réseaux et de « communautés » – binationaux, féministes, locaux – se constituant autour d'un objet commun d'actions ou de revendications. La richesse des problématiques soulevées tout autant que la prégnance des mobilisations actuelles justifie de **consacrer la 2^{nde} conférence annuelle euro-méditerranéenne aux contestations politiques, aux protestations sociales, aux luttes contre les discriminations sexistes, religieuses, territoriales, raciales, et aux nouvelles causes environnementalistes, mais aussi aux formes de répression opérées par les régimes, voire les sociétés.**

Pour cette deuxième édition, il s'agira de s'intéresser, au-delà des études de cas, aux circulations des modes protestataires, des mots d'ordre, des slogans et des répertoires d'action, en montrant comment ces derniers interagissent avec des contextes locaux, voire micro-locaux, donnant naissance à des dialogues contestataires inédites. Celles-ci sont aussi très largement induites et influencées par les modes répressifs et les formes de coopération sécuritaires entre les différents États du pourtour méditerranéen, mais aussi par les violences produites par des sociétés patriarcales, marquées par les inégalités de genre et de classes et la compétition effrénée entre les groupes sociaux. Aussi, ce colloque accordera-t-il également une attention particulière aux dispositifs répressifs et aux effets de *feed-back* qu'ils produisent sur les mobilisations citoyennes, en tentant d'analyser les relations complexes entre violences d'État et sociétale et contre-violences populaires.

À rebours d'une vision idyllique et culturaliste d'un « mouvement social méditerranéen », l'objectif de ce colloque est de mettre l'accent sur les phénomènes d'emprunts, d'inspiration et d'imprégnation et les processus de co-construction des mobilisations sur les deux rives de la Méditerranée, en insistant plus particulièrement sur les dimensions matérielle, symbolique mais aussi linguistique de la contestation sociale et politique. Sans nier les ancrages locaux et nationaux des mouvements, les clivages de classes, de genres et de générations, qui traversent les mobilisations, nous nous interrogerons sur la

production d'identifications communes : en quoi les acteurs protestataires ont le sentiment de participer à une même séquence historique, faisant le lien au sens fort du terme entre les différentes sociétés du bassin méditerranéen ?

Cette deuxième conférence de l'OREM/Chaire Jean Monnet se déroulera les 8 et 9 décembre 2020 à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) à Aix-en-Provence. Elle est ouverte aux doctorant-e-s, aux post-doctorant.e.s, aux chercheur.e.s et aux enseignant-e-s-chercheur-e-s, quel que soit leur statut.

Les propositions de communication doivent être envoyées **avant le 20 juin 2020** aux adresses email suivantes : vincent.geisser@wanadoo.fr et delphine.perrin@eui.eu

Outre un titre provisoire, un résumé de 2000 signes (1 page), il est demandé aux postulant-e-s de remplir la fiche de renseignements, en indiquant précisément leur ville de départ.

Les frais de transports et d'hébergement seront pris en charge par les organisateurs du colloque, en fonction des moyens financiers disponibles.

[Fiche de renseignement Appel à contribution](#) [Télécharger](#)

Le **Forum franco-allemand de la Méditerranée** auquel l'OREM est associé aux côtés de Sciences Po Aix, l'IMERA et le Centre franco-allemand de Provence a toutefois pu se dérouler les 4 et 5 mars. Pour sa 3^e édition a porté sur [« Entre mémoires et histoires : comment faire monde commun ? »](#)

La 2^e conférence annuelle de l'OREM/Chaire Jean Monnet sur le thème « Mobilisations, protestations et répressions en Méditerranée : imaginaires et espaces « en commun » ? » a donné lieu à un [appel à communication](#) auquel de nombreux chercheurs internationaux ont répondu. Prévues pour le mois de décembre, il a été préféré de reporter à cette manifestation à 2021 compte tenu des incertitudes liées à la crise sanitaire.

Vincent Geisser et Delphine Perrin qui assurent pour l'OREM la coordination de la conférence ont cependant proposé une formule **webinaire**, à destination notamment du public étudiant (voir le [compte-rendu du webinaire](#)).

l'OREM a poursuivi son action sur le plan de la communication au travers de son **carnet de recherche hypothèses** (<https://orem.hypotheses.org>). Un stagiaire du master d'études européennes d'Aix-Marseille Université a, au cours du premier semestre, et en dépit des difficultés liées au confinement, procédé à des actualisations. Il a également mené une réflexion pour une refonte du carnet afin d'en faire plus encore une plate-forme de ressources. Ce travail est actuellement mené par un autre stagiaire, titulaire d'un master en histoire contemporaine dont

le contrat s'étend du 1^{er} novembre 2020 au 31 mars 2021 dont le recrutement a été rendu possible par la mobilisation de **la dotation budgétaire** de l'OREM non consommée au cours de l'année.

En 2021, l'OREM poursuivra ses activités avec pour point d'orgues sa deuxième conférence annuelle sur le thème des mobilisations politiques. La conférence sur les questions environnementales sera reportée en 2022 avec pour projet de la délocaliser sur la rive sud de la Méditerranée, probablement en Tunisie. Il s'agira en 2021 de préparer ces deux événements tout en continuant à contribuer à des manifestations dans un cadre partenarial (Forum franco-allemand, rentrée du master d'études européennes) et en proposant des temps de réflexion et d'échanges autour de l'actualité euro-méditerranéenne.